

quelle en est la part qui est directement absorbée par l'industrie? En raison des impôts, je crains qu'elle ne soit très faible.

Il me semble que le premier changement à apporter à notre régime fiscal devrait avoir pour objet d'encourager les gens à travailler davantage et à gagner plus d'argent. Je ne parle pas de celui qui prête \$100,000 à intérêt, mais de l'avocat ou du cultivateur, de celui qui gagne son argent à la sueur de son front. Même mon ami de Blaine-Lake (l'honorable M. Horner) admettra sûrement qu'il y a de bons et de mauvais cultivateurs et que l'un ne peut retirer que \$1,000 d'une terre quand l'autre, plus énergique et compétent, peut retirer \$5,000 d'une terre semblable. Cependant, notre régime fiscal grève l'aptitude de ce dernier à gagner plus d'argent.

Abordons maintenant les critiques dont a été l'objet le ministre des Finances au sujet de l'excédent de quelque 700 millions de dollars en surcroît des prévisions budgétaires. En affirmant à l'autre Chambre que l'excédent atteindrait environ 400 millions, l'adjoint parlementaire au ministre des Finances, le député de Coast-Capilano, a posé la question suivante: "N'est-ce pas une bonne chose que nous ayons économisé cet argent." Je soutiens que ce n'est pas une bonne chose et voici pourquoi. L'adjoint parlementaire a estimé à \$30 par tête d'habitant l'intérêt payé. Il a prévu qu'à la fin de mars l'excédent atteindrait 400 millions, bien que le chiffre donné en janvier fût d'environ 720 millions, ce qui indique qu'une partie de l'argent a été dépensée dans l'entre-temps. Je prétends que, lors de la présentation du budget, si l'on avait l'intention d'y prévoir un excédent de 400 millions de dollars, on aurait dû le préciser. A ce moment où nos efforts se concentrent sur les préparatifs de guerre, ce qui exige plus d'énergie que la véritable guerre, il me semble que nous avons le droit de connaître les faits. Quand le budget des dépenses a été déposé, on aurait dû nous dire qu'on y avait prévu un excédent. On a prélevé d'énormes impôts de la population, en vue, paraît-il des préparatifs de guerre; mais ayant perçu plus d'argent qu'il n'en fallait, on l'affecte maintenant au remboursement de certaines obligations.

Pour ma part, je ne pense pas que la génération actuelle doive supporter le coût des préparatifs de guerre et, en même temps, liquider les dettes accumulées par les guerres précédentes, ne laissant rien à payer à la prochaine génération. Puisque nous avons à faire face aux tentatives délibérées de la Russie pour conquérir le monde, il ne devrait pas nous être demandé de payer des dettes ainsi que d'affronter cette terrible menace.

Je ne m'opposerais pas à ce que, antérieurement à toute menace ou agression de la part de la Russie, on suivit un programme d'épargne de 400 millions de dollars en vue d'amortir des dettes au cours d'une certaine période; mais je crois qu'il y a lieu de critiquer le Gouvernement lorsqu'il prétend que parce qu'il a accumulé un excédent de 400 ou de 700 millions de dollars, il peut s'en servir pour payer des dettes. Cela ne motive pas le prélèvement d'impôts excessifs.

J'ai déjà cité la *Tribune* de Winnipeg; passons à la *Free Press* de cette ville, qui a signalé lundi,—notre comité des finances l'a découvert à la dernière session,—que les provinces dépensent aujourd'hui trois fois autant qu'en 1939 et nos municipalités deux fois plus que voici douze ans. Au cours de la même période, les dépenses du gouvernement fédéral ont presque quintuplé, passant de 600 millions à 2 milliards et demi. Une telle augmentation s'explique peut-être, vu qu'elle comprend les frais de la défense, l'acquittement de dettes de guerre et les secours pécuniaires aux ex-militaires. Mais cette explication ne vaut pas pour les provinces. Je ne critique aucun gouvernement provincial ni municipal. Je me borne à signaler que nous ne saurions maintenir les dépenses à ce niveau sans nous exposer à des ennuis.

A l'heure actuelle, qu'il nous plaise de le reconnaître ou non, l'économie mondiale s'étaie principalement sur les États-Unis; c'est ce pays qui baille les fonds. De 1920 à 1929 les États-Unis ont prêté de fortes sommes à l'Allemagne, et d'autres pays en ont beaucoup profité; mais quand ces prêts cessèrent en 1929, le monde devint à court d'argent. Des événements du même genre peuvent se répéter, à moins qu'on ne réduise le train de dépenses actuel. La seule façon dont l'Europe puisse se maintenir sur pied consiste à utiliser les fonds fournis par les États-Unis et la seule manière dont les pays européens puissent acheter nos produits, c'est de les payer avec ces deniers. Telle est la situation à l'égard des céréales, du bétail, de l'aluminium, et de presque tous les métaux nécessaires aux fins de la défense.

Mon dessein n'est pas de critiquer une province en particulier, mais en songeant au leader suppléant de notre parti (l'honorable M. Aseltine) je fais observer que la province d'où je viens est la seule qui ait maintenu ses dépenses d'administration à un niveau relativement bas. Le budget provincial du Manitoba s'élève à 49 millions. Pourtant je n'ai pas oublié l'époque où l'on estimait que c'était indigne de nous de prévoir un budget de dépenses atteignant 18 millions.